



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction Générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DE L'OCEAN INDIEN

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES DE L'AEOI

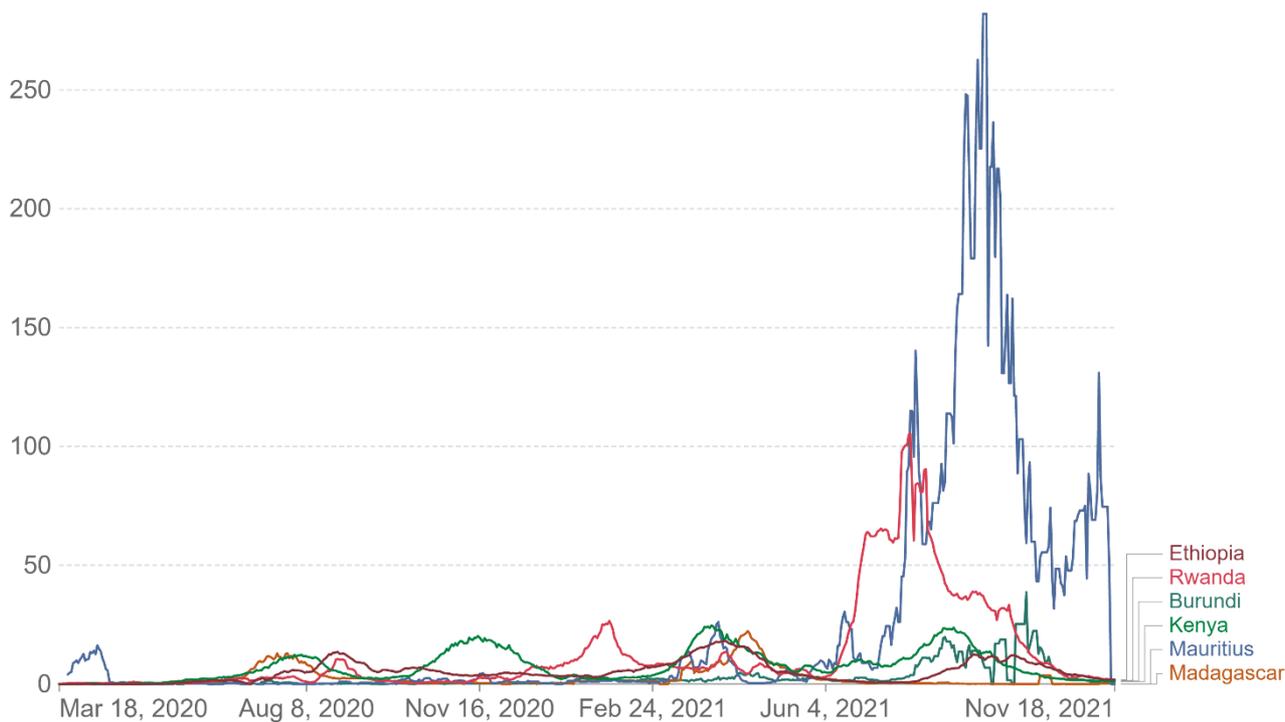
16 novembre 2021

Evolution de la situation sanitaire

Daily new confirmed COVID-19 cases per million people

7-day rolling average. Due to limited testing, the number of confirmed cases is lower than the true number of infections.

Our World
in Data



Source: Johns Hopkins University CSSE COVID-19 Data

CC BY

Afrique

Mise en place d'une facilité de liquidité et de durabilité par l'UNECA

Lancée par l'UNECA la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (UNECA) dans le cadre de la COP 26, la facilité de liquidité et de durabilité (FLD) pourrait atteindre 30 Mds USD. Cette facilité vise à soutenir la création d'une structure de liquidité conforme aux normes internationales pour favoriser la liquidité souveraine des euro-obligations africaines tout en assurant la viabilité de la dette. La FLD a également pour objectif de stimuler l'émission d'obligations vertes. En effet, seul 1 % du montant total mondial des obligations liées à la durabilité serait émis par l'Afrique et le Moyen Orient. Une première émission de 200 MUSD financée par l'*Afreximbank* serait prévue pour début 2022.

Burundi

Accord d'un crédit de 76,2 MUSD par le FMI

Le ministre des Finances a annoncé l'accord d'un crédit de 76,2 MUSD par le FMI. Ce crédit permettrait de soutenir les actions du gouvernement dans le cadre de la relance et de la stabilisation de l'économie, et s'ajoute à l'enveloppe de 14,4 MUSD accordée dans le cadre de l'allègement de la dette. De plus, ce crédit s'ajoute à une allocation de DTS récente : en août 2021, alors que le FMI allouait un montant historique de DTS à l'ensemble de ses pays membres pour faire face aux conséquences de la crise sanitaire, le Burundi avait bénéficié d'environ 211,5 MUSD pour améliorer le niveau de ses réserves de change, inscrite dans le cadre de la réouverture du pays vers l'extérieur. Celle-ci se poursuit et se concrétise par la très récente levée des sanctions des États-Unis imposées depuis 2015.

Comores

L'Union des Chambres de Commerce d'Industrie et d'Agriculture lance un projet d'accompagnement de l'activité agricole financé par le PNUD à hauteur de 90 000 EUR

Ce projet se déploie via le Centre rural de développement économique, présent sur les trois îles de l'Union, sur une durée d'un an. Il vise à renforcer les capacités et techniques des agriculteurs, dans le but de renforcer leur autonomie dans la gestion et le déploiement de leurs activités, et d'atteindre l'indépendance financière. Une centaine d'entreprises agricoles devraient être concernées par ce projet d'appui aux investissements, répartis comme suit : 50 000 EUR à Grande Comore, 30 000 EUR à Anjouan et 20 000 EUR à Mohéli. Le lancement officiel a eu lieu la semaine du 1er novembre.

🍷 Djibouti

Pas de brève cette semaine.

🍷 Erythrée

Pas de brève cette semaine.

🍷 Ethiopie

L'inflation en légère baisse en octobre 2021 (34,2 % en ga)

D'après l'agence des statistiques éthiopiennes, en octobre 2021, l'indice général des prix a enregistré une baisse de 0,6 point par rapport à septembre 2021, soit 34,2 % en ga. L'inflation demeure à un niveau élevée, en raison principalement de la forte hausse des prix des produits alimentaires (+ 40,7 % par rapport à octobre 2020) qui découle des augmentations du prix de l'huile alimentaire (+ 93,1 %), des céréales (+ 49,5 %) et des boissons non alcoolisées (+ 40,0 %). L'augmentation des prix des produits non-alimentaires s'établit à 25,3 %, notamment en raison de la progression des coûts liés à la santé (+ 43,2 %). La dépréciation du birr, la pénurie structurelle de devises, l'insuffisante production locale industrielle et agricole et les difficultés d'approvisionnement constituent les principales sources de l'inflation.

🍷 Kenya

La part du Kenya dans le budget total de la CAE devait augmenter

La Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) vient d'approuver un nouveau modèle de contribution au budget. Alors que toutes les quote-part étaient égales selon le Traité de la CAE, le nouveau modèle se veut hybride et adapté à la situation économique de chaque membre: chaque contribution sera constituée à 65 % d'une part fixe (et identique pour tous les membres) et à 35 % d'une part variable en fonction du PIB. En tant que 1^{ère} puissance économique régionale, le Kenya se verra payer une partie non négligeable du budget de la communauté, son PIB s'élevant à 100 Mds USD (contre 55 Mds USD pour la Tanzanie et 32 Mds USD pour l'Ouganda).

Préparation à l'émission de la première obligation verte du pays

Le gouvernement devrait prochainement émettre un eurobond de 106 Mds KSH (946 MUSD) entre autres pour le financement de projets liés aux énergies renouvelables. L'émission de cet eurobond s'inscrit dans le cadre de la promesse du Trésor d'intégrer la finance verte à sa politique budgétaire 2022. Pour rappel, le Président Kenyatta a annoncé lors de la COP26 une transition complète vers les énergies renouvelables d'ici 2030: elles représenteraient aujourd'hui 73 % de la capacité de production d'électricité du pays.

🍷 Madagascar

Signature des contrats du projet de barrage hydroélectrique de Sahofika de 200 MW

Le Ministère de l'énergie et des hydrocarbures (MEH) et le consortium Nouvelle Energie Hydroélectrique de l'Onive (NEHO ; composé du

français Eiffage, d'Eranove et de Themis) ont signé le 15 novembre le contrat de concession du projet de barrage hydroélectrique de Sahofika (192 MW). Le consortium et la compagnie nationale d'électricité Jirama ont signé le contrat d'achat d'énergie du projet, dont le chef de file des bailleurs est la Banque africaine de développement (BAD). Le projet, dont le coût d'investissement total est évalué à 900 MEUR, bénéficiera à 8 millions de personnes. Le MEH et la BAD ont également signé l'accord de financement du Projet d'Interconnexion et de Renforcement des Réseaux de Transport d'Énergie Électrique à Madagascar 2 (PRIRTEM-II), qui permettra d'acheminer la production de Sahofika entre la ville d'Antsirabe et la capitale.

🇲🇺 Maurice

Reprise des liaisons commerciales vers Rodrigues reportée

Un mois et demi après la réouverture des frontières internationales de Maurice, les autorités locales avaient annoncé la reprise des vols commerciaux vers l'île de Rodrigues, à compter du 15 novembre. Cette reprise était conditionnée par un protocole strict : les voyageurs souhaitant se rendre à Rodrigues devaient réaliser deux tests PCR, deux jours avant leur vol et à leur arrivée, puis se soumettre à une quarantaine de sept jours à leurs frais dans des hébergements dédiés. Toutefois, au regard de l'évolution de la situation épidémiologique et du déploiement de la campagne vaccinale, la reprise des liaisons commerciales a été reportée à une date ultérieure.

🇺🇬 Ouganda

Pas de brèves cette semaine.

🇷🇼 Rwanda

Chute des paiements par Mobile Money depuis la réintroduction des frais

La Banque centrale du Rwanda a dévoilé les statistiques d'utilisation du Mobile Money dans le pays depuis la période d'avant crise Covid. Les chiffres montrent que les volumes et les valeurs des paiements mobiles ont considérablement diminué depuis la réintroduction des frais pour les commerçants (qui avaient été supprimés pendant la période Covid), qui ont souvent été répercutés sur les clients. Par exemple, le 1er septembre, Mobile Money Rwanda a réintroduit des frais pour les commerçants, à raison d'une commission de 0,5 %, sur les paiements reçus. Ainsi, selon les chiffres de la Banque centrale, la valeur hebdomadaire des paiements des commerçants au cours de la dernière semaine d'août, avant l'introduction des frais, s'élevait à plus de 5,6 milliards de Rwf, chiffre qui a depuis baissé à environ 2,5 milliards de Rwf. Autre conséquence : le nombre de commerçants acceptant le Mobile Money a baissé de plus de 25 000 en août à 22 297 en octobre.

🇸🇨 Seychelles

Accord entre la mission du FMI et le gouvernement sur la première revue du Mécanisme élargi de Crédit

Le 8 novembre, la mission du FMI et le gouvernement seychellois ont trouvé un accord à l'issue de sa première revue du Mécanisme élargi de Crédit (EFF). Cet accord sera soumis en décembre à l'approbation du CA du FMI, auquel sera associé un décaissement de 29,6 MEUR en faveur de l'État seychellois, sur un montant total de 91,3 MEUR. Après une récession de 12,9 % en 2020, le FMI prévoit une reprise de la croissance du PIB pour 2021 à 6,9 %, tirée principalement par la relance du secteur touristique. Le taux

d'inflation en 2021 devrait être légèrement plus élevé que prévu (10% contre 9,9%) et le taux d'endettement est fortement révisé à la baisse (81,8% contre 110,3%).

❖ Somalie

Pas de brèves cette semaine.

❖ Soudan

Formation du nouveau Conseil de Souveraineté

Alors que les manifestations et les arrestations, notamment des personnalités connues de la transition, se poursuivent le général Bourhan a prêté serment le 14 juin comme président du nouveau Conseil de souveraineté. Celui-ci est toujours composé de 14 membres. 9 membres de l'ancien conseil ont conservé leurs sièges : il s'agit des 5 militaires, des trois représentants des mouvements signataires des Accords de paix et de la représentante de la communauté copte orthodoxe. Les 5 membres civils de l'ancien conseil, désignés par les FFC, ont été remplacés par 5 représentants des différentes régions du Soudan -Centre, Nord, Kordofan, Khartoum et Est (des consultations sont en cours pour choisir ce dernier représentant). Par ailleurs, il convient de signaler certaines dissonances au sein des militaires : le général Mohamed Hamdane Daglo (alias Hemedti) a refusé la proposition du Général Bourhan d'assurer la présidence du comité chargé d'examiner les travaux du Comité de démantèlement des intérêts de l'ancien régime (CDIAR). Pour rappel, le CDIAR, établi le 29 novembre 2019 et dissous le 25 octobre, était chargé de la saisie d'entreprises, biens immobiliers et en tout genre des dignitaires du régime d'Omar el Béchir et était devenu une cible des militaires.

Suspension de l'aide internationale

Le principal bailleur international, la Banque Mondiale, dont l'aide potentielle estimée avoisine 3 Mds USD sur les années fiscales 2022 et 2023, a, le 27 octobre, au travers d'une déclaration de son Président, qui s'était rendu pour la première fois fin septembre à Khartoum, mis l'ensemble de ses décaissements en pause. Son programme emblématique, le Family Support Program d'aide aux familles défavorisées, qui commençait sa montée en puissance, a été suspendu dans l'attente d'une évaluation sur la situation actuelle. De leur côté les États-Unis ont également suspendu leur aide non humanitaire estimée à 700 MUSD. Or, le Soudan a besoin de cette aide : en 2021, les dons de la communauté internationale étaient censés représenter 94,7% de ses besoins de financement extérieurs et 90,6% pour 2022. Au-delà de ce manque à gagner, c'est une grande partie de la composante assistance technique qui peut être remise en question, non seulement sur le plan politique mais également pratique. En effet, compte tenu de la situation, les déplacements des experts internationaux seront limités, les échanges se faisant principalement par téléconférence. Or la coupure de l'internet mobile rend ces échanges souvent difficiles d'autant qu'un certain nombre d'interlocuteurs du côté soudanais ne peuvent se rendre sur leurs lieux de travail.

❖ Soudan du Sud

Pas de brèves cette semaine.

Tanzanie

Un projet pour améliorer le réseau ferroviaire de la banlieue de Dar es Salam

L'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) a entrepris une étude de faisabilité au profit du ministère de Transports et de TRC (Tanzania Railways Corporation) pour améliorer le réseau ferroviaire de la banlieue de Dar es Salam. Cette étude devrait s'achever en février 2022. Les travaux de faisabilité qui précéderont la réhabilitation des infrastructures prennent en compte la ligne existante qui dessert Ubungu, un district situé au nord-ouest du quartier central des affaires de Dar es Salam, ainsi que la section qui raccorde la ville de Pugu, au sud-ouest, distante de 20 km de Dar es Salam. Les volets devant faire l'objet de l'étude, proposés par la partie tanzanienne, portent sur la remise à niveau des voies ferrées, de la signalisation, des stations et de la planification des transports pour les chemins de fer existants. Par ailleurs, l'expertise du partenaire japonais a également été sollicitée pour réajuster le plan directeur des transports urbains de Dar es Salam, établi en 2018 sur la base d'une projection de population de 10 millions d'habitants en 2030.



CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#) / [Rwanda](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN

jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

En collaboration avec l'ambassade de France à Kigali : quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Frédéric CHOBLET

frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Anne-Brigitte MASSON anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Suzanne KOUKOUÏ PRADA

suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Annie BIRO

annie.biro@dgtresor.gouv.fr

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Rafael SANTOS

Rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international